



Le web de l'économie

Mercredi 17 Février 2010 - 03:00

En Basse-Normandie, l'UMP rêve de reprendre son ancien fief

Président sortant, le socialiste Laurent Beauvais affrontera le président du Conseil général de la Manche, le sénateur UMP Jean-François Le Grand. Une liste Modem et deux listes d'extrême droite augurent un second tour à suspense.

La Basse-Normandie, terre traditionnellement à droite (à l'image de ses trois départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne), mais conquise par le PS en 2004, va t-elle rebasculer ou restera-t-elle ancrée à gauche ? Six ans après ce tournant historique, la région est aujourd'hui regardée de près par les états-majors parisiens.

Voilà une pression supplémentaire pour les deux candidats les plus sérieux. Président de région depuis deux ans seulement, Laurent Beauvais, cinquante-huit ans, livre là son premier vrai combat sur son nom. En 2008, il succède en effet à Philippe Duron, redevenu député en 2007, puis maire de Caen l'année suivante, lequel, cumul des mandats oblige, doit laisser la place à son premier vice-président. Conseiller municipal d'Argentan (Orne) et à la tête d'une communauté de communes, le nouveau président socialiste qui a très vite réussi à s'imposer attend la confrontation, fier de son bilan, disait-il à l'automne dernier.

Face à lui, le camp UMP a mis du temps avant de se mettre en ordre de bataille. Sorti gagnant des primaires face à l'ancien ministre et député Nicole Ameline, le sénateur Alain Lambert, président du Conseil général de l'Orne et ancien ministre du Budget, jettera finalement l'éponge en septembre dernier, après une mésentente avec son allié Philippe Augier (Nouveau Centre), maire de Deauville.

L'union coûte que coûte

Le syndrome de la désunion, à l'origine de la défaite de 2004, flotte à nouveau. Saisies, les instances nationales envoient le « soldat » Jean-François Le Grand, soixante-huit ans, au combat. Président bien installé dans son fauteuil du Conseil général de la Manche depuis douze ans, le sénateur UMP s'engage aussitôt, avec à ses côtés Philippe Augier, « pour une nouvelle ambition régionale ». L'union est sauve, malgré des grincements de dents au sein des jeunes UMP. La liste présentée le 5 février rassemble désormais les composantes de la majorité présidentielle et au-delà (UMP-Nouveau Centre-Gauche moderne-CPNT-PR). Deux listes d'extrême droite seront aussi présentes.

A gauche, la liste PS-PC-PRG n'a pas réussi à convaincre la quatrième composante de la majorité régionale. Comme en 2004, l'union avec les Verts n'est pas d'actualité au premier tour. Les Verts régionaux d'Europe Ecologie appliquent, là comme ailleurs, les ordres nationaux. Promettant de « porter cette région à gauche » au second tour, ils iront seuls à la bataille, après avoir pourtant travaillé six ans sans anicroche au côté du bloc PS-PC-PRG. Ce dernier devra aussi affronter trois autres listes de gauche, dont deux d'extrême gauche.

Enfin, nouvelle venue dans ces régionales, la formation du Modem, emmenée par Rodolphe Thomas, quarante-huit ans, conseiller général du Calvados et maire d'Hérouville-Saint-Clair, aux portes de Caen, va chercher à faire entendre sa voix, alliée à des écologistes.

Reste les dossiers régionaux sur lesquels les candidats n'ont pas encore vraiment livré bataille. Emploi, économie, transports, innovation, jeunesse... Ils sont nombreux, mais n'offrent pas de clivage majeur. Le dossier le plus exposé est celui d'une ligne TGV reliant Caen à Paris. Même si l'unanimité est le plus souvent de mise sur cet enjeu essentiel pour la Basse-Normandie, ces derniers jours, les différences politiques semblaient reprendre le dessus. Régionales obligent.

<p>Les résultats de 2004 Au premier tour UMP-UDF-MPF : 28, 74 % PS-PC : 23, 91 % FN : 13, 99 % UDF : 9, 26 % PRG-Verts : 8, 37 % CPNT : 5, 24 % LCR-LO : 4, 83 % DVG : 2, 94 % ANPAG : 2, 72 % Au second tour PS-PC-PRG-Verts : 46, 22 % (28 élus) UMP : 40,</p>
--

01 % (14 élus) FN : 13, 78 % (5 élus)

DE NOTRE CORRESPONDANT À CAEN.

PHILIPPE LEGUELTEL